

Publication: IT Professional

Date: 11 septembre 2008

Titre: Sécurité ICT: Les pouvoirs publics belges restent en défaut

Sécurité ICT: Les pouvoirs publics belges restent en défaut

Le BISI demande six mesures

Dominique Deckmyn

08 septembre 2008

Source: IT Professional

La Belgique a d'urgence besoin d'une stratégie nationale, centrale, de protection de l'information. C'est ce qu'écrit un groupe de spécialistes IT belges de la sécurité dans un nouveau rapport. Ce groupe a posé une série de propositions concrètes sur la table. L'une d'entre elles est la création d'une agence nationale.

Une série d'organisations actives en matière de protection ICT ont il y a quelques mois décidé de se donner la main. Ils se sont réunis dans la Belgian Information [Security](#) initiative, ou BISI. Les initiateurs sont LSEC (l'association des entreprises belges de sécurité ICT) et ISACA (l'association des auditeurs ICT). D'autres entreprises sont ensuite venues se joindre à eux: l'ISSA, le CETIC, le centre de R&D wallon, l'organisation wallonne Infopole Cluster TIC et la Solvay Business School. En tout, le BISI représente à ses dires plus de 3.000 experts dans le domaine de la protection de l'information, actifs dans 500 organisations.

Depuis le début de l'année, le BISI travaille à un rapport que l'on a maintenant présenté. Le BISI discute également avec différents services publics, notamment le Fedict. Le BISI a choisi l'occasion de la prochaine [Global Security Week](#) pour se faire connaître.

Le livre blanc du BISI dresse un tableau alarmant de la situation dans notre pays. Le manque de coordination et de normes met notre infrastructure critique en danger, affirme le BISI. "S'il se passe demain une attaque contre la Belgique, disons en provenance de Russie, notre infrastructure internet et télécoms pourrait être paralysée pendant trois semaines" estime Ulrich Seldeslachts, PDG de LSEC. "En ce moment, nous ne le savons pas, personne n'est en mesure de dire ce qui se passerait en cas d'attaque par botnets contre notre pays."

Jean-Luc Allard, vice-président information security chez ISACA, ajoute: "Les experts savent que nous ne sommes pas prêts. Nous n'avons pas les moyens de détecter un problème et il n'existe pas de plan pour réagir." La Grande-Bretagne, par exemple, dispose d'un plan concret pour ce genre de situations, affirme J.-L. Allard. Et les institutions européennes travaillent à une directive sur la protection des infrastructures critiques.

La commission infrastructure de la Chambre a certes discuté au début de l'année de la protection de notre infrastructure ICT critique, affirme U. Seldeslachts. "Mais rien n'a suivi, tout est resté purement au niveau politique." Et cela malgré l'effervescence provoquée entre-temps par l'éventualité d'espionnage venu de Chine.

Le BISI a présenté six propositions dans son livre blanc:

La création d'une CERT belge (Computer Emergency Response Team). La Belgique est le seul pays d'Europe occidentale dépourvu de CERT, d'après U. Seldeslacht. Deux organisations, Belnet et l'IBPT, jouent un peu ce rôle, mais sans en avoir les moyens nécessaires. Et il vaudrait mieux la créer tout de suite, estime le BISI. Il doit y avoir une organisation disposant de 20 spécialistes prêts 24 heures sur 24.

Etablir des standards pour la sécurité informatique L'absence de normes entraîne des erreurs et complique la communication sécurisée des entreprises avec les pouvoirs publics. Des normes sont nécessaires en matière de processus – par exemple s'assurer que tout choix de matériel de sécurité soit préalablement soumis à une analyse de risques. Mais aussi des normes techniques, comme le choix clair d'utiliser, par exemple, le cryptage AES. De plus, la Belgique doit commencer à certifier des produits de sécurité, ce que font déjà les pays voisins. Les producteurs belges doivent actuellement faire certifier leurs produits à l'étranger.

Plus de préparations, d'éducation et de recherche sur la sécurité des informations. Il existe une série de formations spécialisées, notamment la Solvay Business School, mais la protection des informations fait insuffisamment partie des cours IT normaux. Au cours des trois prochaines années, 3.000 à 4.000 spécialistes supplémentaires en informatique seront nécessaires dans notre pays, d'après le BISI. A l'école secondaire déjà, les élèves devraient être sensibilisés aux risques d'internet.

Création d'une awareness platform sur la sécurité informatique Une telle organisation doit s'occuper de sensibiliser les consommateurs et les entreprises.

La création d'une agence belge de sécurité informatique Cette agence devrait esquisser une stratégie de sécurité informatique, en coopération avec les pouvoirs publics et le secteur privé. Le BISI cite en exemple le Bundesamt für Sicherheit in der Informationstechnik (BSI). Une agence de ce genre devrait se matérialiser dans notre pays dans 18 à 24 mois, estime BISI.

Amélioration de la législation. D'après le BISI, la formulation de la loi sur la criminalité informatique est tellement vague et générale qu'elle est à peine applicable en droit. Une série d'autres lois illustrent certains défauts, selon BISI, notamment celles sur la protection de la vie privée.

"Une CERT arrive"

Entre-temps, le service public ICT fédéral, le Fedict, réagit à une série de positions du BISI dans un e-mail à la rédaction d'IT Professional. Un porte-parole de Fedict, le PDG Jan Deprest, affirme qu'une plate-forme de concertation au sein des services publics a entre-temps élaboré un livre blanc qui effleure une large partie de cette matière. Ce document devrait être présenté cette année au Collège du renseignement et de la sécurité et la réalisation pratique fait actuellement l'objet "d'études".

Bientôt, des fiches de projet technique concrètes devraient être présentées au Collège. "Si le Collège est d'accord, la livre blanc sera concrétisé" selon le Fedict. Ces plans comprennent la création d'une CERT et d'un "cadre de consultants en matière de sécurité de l'information" qui doit harmoniser les mesures de sécurité au sein des administrations. La certification des systèmes ICT est également prévue dans ces plans qui ont été présentés au Collège du renseignement et de la sécurité, d'après le Fedict.